



AMBASSADE DE SUISSE
EN RÉPUBLIQUE DU ZAÏRE

D. 124 n.R.

| | | | | | | | |
|-------------------------|-----|-----|-----|--|-----|-----|-----|
| an | 11 | RR | W | HR | 29 | WM | a/a |
| Date | 2/9 | 2/9 | 5/5 | 5/5 | | 7/9 | |
| Visa | W | RR | V | no | inc | W | PL |
| EPD - 2. Sep. 1977 | | | | KINSHASA, le 26 août 1977 de c.t. avec le joint? | | | |
| Ref. <u>f. 3M Zaïre</u> | | | | Boîte postale 8724 Tél. 22 235-25 099 | | | |

Pour la man...
Location avec la Direction
politique. Qui connaît
l'histoire de nos relations
le joint?

Réf.: 522.0 - PM/bi
350.0

Département politique fédéral
Coopération technique
3003 B e r n e

CONFIDENTIEL

Monsieur l'Ambassadeur,

Quelle que puisse être son opinion sur le régime du dictateur Mobutu, nul ne peut nier que le Zaïre, par sa position-clé sur le continent noir, par sa taille et par ses richesses, joue un rôle important sur l'échiquier des influences Est-Ouest en Afrique. Sur le plan suisse, il faut relever aussi que nos intérêts dans ce pays sont loin d'être négligeables.

Les échecs de la philosophie du "recours à l'authenticité" et de la mobilisation des masses dans le cadre d'un parti unique, tous deux contraires à la diversité zaïroise aussi bien qu'à la mentalité bantoue, de même que la politique aberrante de zaïrianisation inaugurée en 1973, malgré l'absence de cadres zaïrois, pour être abandonnée en 1976, ont administré à Mobutu la preuve que son flirt avec quelques idéologies Est-européenne ou extrême-orientales a été désastreux. Le Chef de l'Etat, seul maître à bord d'un bâtiment qui tend à ressembler à une épave, paraît avoir compris la leçon, un peu tard il est vrai.

Mes contacts dans les milieux diplomatiques occidentaux, la fréquence des visites ministérielles - surtout belges - récentes au Zaïre, le soutien militaire, matériel ou diplomatique de nombreux Etats pendant la guerre du Shaba, etc, tout cela montre que les pays occidentaux qui sont politiquement motivés - Belgique et France en tête - s'inquiètent de la dégradation constante de ce pays à tous les niveaux et craignent de le voir sombrer bientôt dans un désordre complet; d'où la nécessité, concluent-ils, d'une aide extérieure importante.

./.



2.

J'ai eu aussi, le 25 août, un entretien très significatif à cet égard avec M. Toulemon, Inspecteur général des finances en France, dépêché en mission d'information à Kinshasa, où il a eu l'occasion de s'entretenir longuement avec tous les responsables de l'Etat dans le secteur économique. Selon les informations en ma possession, il semble que la Belgique et la France vont accroître leur effort d'aide en faveur du Zaïre et qu'elles souhaitent que d'autres pays s'y associent. (On parle, dans la presse zaïroise, d'un véritable "plan Marshall"). Des consultations seraient déjà en cours entre elles et entre la Belgique et l'Allemagne fédérale.

Parmi les diverses options envisagées, l'une devrait retenir notre attention: conscients maintenant des graves carences de leur administration et de la nécessité d'un contrôle de gestion, les zaïrois seraient disposés à accueillir un certain nombre d'experts dans le domaine financier, du commerce extérieur et de la douane, chargé de conseiller, pour ne pas dire encadrer, les responsables zaïrois, dans le but de réduire le gaspillage, la fraude et la fuite des capitaux, qui vident ce pays de sa substance. Accessoirement, la présence d'experts européens au ministère des finances, à la Banque du Zaïre, à la douane, à la cour des comptes (qui devrait être créée prochainement si l'on en croit le discours de Mobutu du 1er juillet dernier), etc, serait certainement de nature à redonner un peu de confiance aux investisseurs étrangers, sans lesquels le Zaïre me paraît condamné, tôt ou tard, à une inéluctable catastrophe.

Si cette option était retenue, la Suisse devrait tenir compte des expériences similaires positives qu'elle a faites dans d'autres pays du tiers-monde et examiner les possibilités de prêter quelques experts au Zaïre, en coordonnant peut-être une telle action avec celle d'autres pays européens. Malgré ses richesses et en grande partie par sa propre faute, le Zaïre compte maintenant parmi les pays les plus pauvres, avec un revenu moyen par tête inférieur à 100 \$ par an. Je vous rappelle en outre que l'une des rares actions d'aide bilatérale importante de la Suisse au Zaïre, le perfectionnement technique de mécaniciens zaïrois au CPTG, sera probablement supprimée à partir de l'année prochaine.

CN

./.

3.

Enfin, comme vous le savez sans doute, il existe un important contentieux entre la Suisse et le Zaïre: la mise à disposition de quelques experts pourrait contribuer à faciliter la solution de ce problème.

Je serais heureux de connaître votre point de vue sur cette suggestion.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Chargé d'Affaires de Suisse a.i.

P. Monod
(P. Monod)